



Compte rendu visioconférence DGFIP du 8 mars 2022

Les organisations syndicales sont convoquées ce jour à une visio DG. Une demande de report a été formulée mais refusée dans un avenir proche.

Au bénéfice des agents, de leur information et des revendications à porter, la CGT Finances Publiques se rendra à cette visioconférence en étant en grève. Par principe, la secrétaire générale ne participera pas à la visioconférence, ni aucune secrétaire nationale.

Une grève féministe n'est pas une grève de femmes mais symboliquement seuls 2 secrétaires nationaux masculins s'y rendront.

Propos de la direction générale :

Situation sanitaire :

Derniers chiffres : en amélioration (moins de cas COVID et ASA en baisse)

Retour du collectif : pots et convivialité à nouveau possibles. A partir de lundi le port du masque ne sera plus obligatoire sauf dans les transports et les hôpitaux. Il ne faudra pas stigmatiser ceux qui veulent continuer à le porter dans nos services.

Le support réglementaire sur la fin du port du masque va paraître. Officiellement c'est la fin de l'obligation mais si des cas qui se déclarent, le port pourra être rétabli avec l'avis du médecin de prévention.

Crise ukrainienne :

Bercy est mobilisé sur les gels d'actifs des personnes dans l'entourage du pouvoir russe (acteurs politiques proches du pouvoir, oligarques ...). L'Europe a publié 4 listes. Une Task-force est constituée (Tracfin, douanes, trésor et DGFIP) pour identifier les actifs des personnes désignées dans les listes, mais aussi les d'actifs complémentaires détenus par des personnalités non encore ciblées. C'est un travail lourd et complexe pour les services concernés (DNEF, SJ CF...). Les sanctions portent également sur des interdictions d'exportations, sanctions bancaires, suspensions de présence des autorités russes dans certaines instances internationales. Bercy a également un rôle à jouer avec d'autres acteurs.

Crise économique et résilience :

pas encore de décisions (en dehors de la prime énergie) dans les logiques de résilience face au problème d'inflation et de la guerre ukrainienne : indépendance de la France, hausse des prix énergétiques ...

Listes complémentaires :

avant même de regarder plus loin on appelle 310 lauréats sur les C externes pour pallier les manques de candidats utiles sur le C interne et les 20 démissions
De plus sur l'examen pro de B en A les trois candidats seront appelés.

Intervention de la CGT Finances Publiques :

Regrette l'impossibilité de reporter cette visio, parce que nous sommes le 8 mars et c'est une date importante de mobilisation.

Nous nous félicitons de l'appel des listes complémentaires C mais ce n'est pas suffisant au regard des manques d'effectifs au sein des services. Il faut aller plus loin dans les appels. La CGT Finances Publiques demande l'appel de l'ensemble des listes complémentaires.

Retour à l'activité normale : nous attendons la note mais demandons attention pour les trésoreries hospitalières en première ligne, quelques agents n'ont pas encore un pass complet

Questions diverses :

Fanny De Coster a envoyé un mail en février, concernant la trésorerie de Martigues sans réponse.

Question de section : pont naturel obligatoire du 14 juillet, quid si les congés sont posés du 14/07 au 15/08... ? Nous demandons de la souplesse car certaines directions refusent au motif que cela dépasse les 31 jours consécutifs.

Moyens syndicaux locaux : faire un rappel des moyens mis à disposition, y compris l'activité en visio. Les locaux sont souvent dans les sous-sols sans WIFI et on constate des refus de clés 4G. Le télétravail est aussi une nouvelle organisation pour les OS, donc on doit pouvoir contacter les agents y compris en visio.

Troisième enveloppe : on constate des rejets des choix de vœux d'agents sans même attendre le CT Local et le comité de suivi . Il faut rappeler que se sont les agents et les OS qui sont force de propositions par les directions. Par ailleurs, on attend des retours sur les chèques eco-responsables

Réponses de la direction générale :

Impossible de reporter la journée, mais nécessaire avant le 14 mars. La lutte pour les droits des femmes ne se limite pas à la journée du 8 mars !

Le virus se fiche de la guerre et peut revenir avec un autre variant dans les prochains mois.

Pass vaccinal : il reste en application dans les hôpitaux et pour l'instant dans les trésoreries. Seules deux personnes à ce jour n'ont pas de pass complet, les autres ont trouvé des solutions provisoires ou définitives.

Les baisses d'effectifs étaient programmées lors de la suppression de la TH. Pour l'instant il n'y aucune info particulière concernant la suppression de la redevance TV.

La mobilisation sur la crise ukrainienne dépasse les services au-delà de la DNEF pour exploiter les listes (notamment en cas de structures interposées...). Sur les premières saisies faites par les douanes, il y a déjà des contentieux...

S'agissant de la campagne IR, une visio sera faite avant son démarrage qui se fera juste avant le premier tour de la présidentielle. Il y aura une conférence de presse du DG en lieu et place du ministre pour éviter d'interférer dans la campagne présidentielle.

Il y a des mesures qui ont été prises sur le pouvoir d'achat : indemnités kilométriques et le TT a généré des économies. Pour la réévaluation des indemnités kilométriques, c'est au niveau de la fonction publique.

Pont naturel, pas de réponse mais la question sera examinée.

Enveloppe 3, si c'est complètement hors champ ce n'est pas anormal que le directeur écarte certains vœux. On va se donner du temps.

Moyens syndicaux : faire remonter les endroits concernés (refaire du câblage éventuellement, car les clés 4 g ne fonctionneront pas en sous-sol...)

Trésorerie de Martigues : il y a eu des travaux de longue date et de la concertation, cela doit être traité en local. La directrice a envoyé quelqu'un pour discuter et elle a les éléments pour gérer la situation.

